



BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

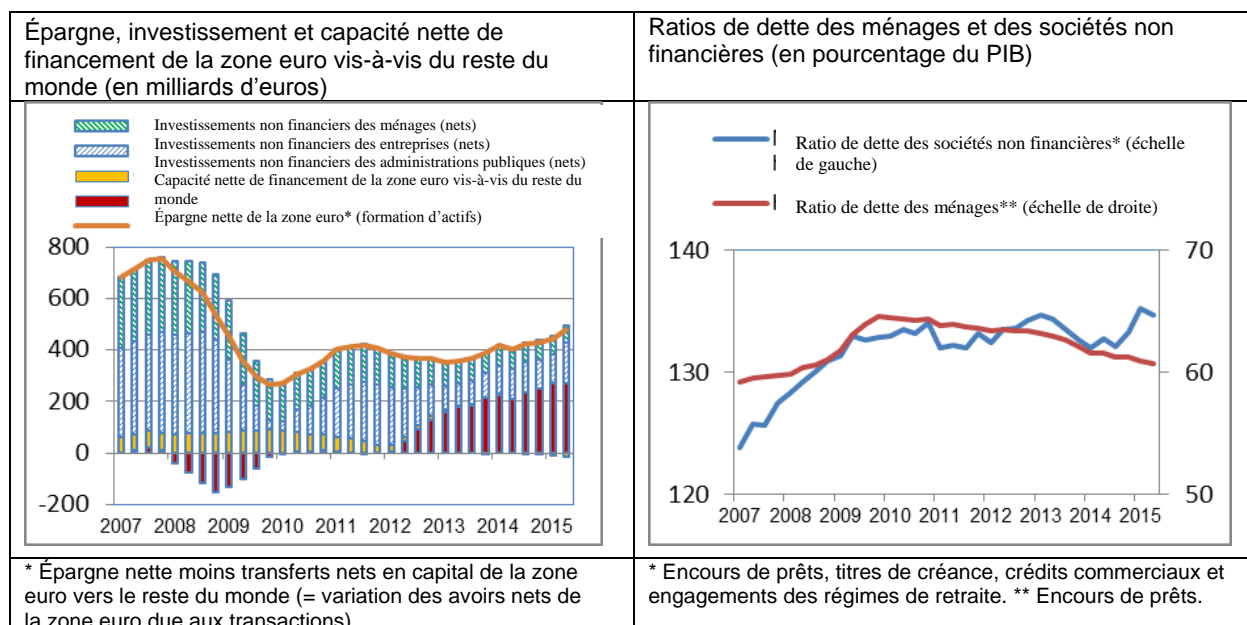
EUROSYSTEME

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

28 octobre 2015

## Évolutions économiques et financières dans la zone euro par secteurs institutionnels : deuxième trimestre 2015

- L'épargne de la zone euro a augmenté à un rythme plus élevé que les investissements non financiers. Le montant net des investissements non financiers s'est inscrit en hausse pour les sociétés, en baisse dans le cas des ménages et il est demeuré négatif pour les administrations publiques. Par conséquent, la capacité nette de financement de la zone euro vis-à-vis du reste du monde a encore augmenté.
- La dette des ménages rapportée tant au PIB qu'au revenu disponible a continué de diminuer (revenant, respectivement, à 60,8 % et 95,0 % au deuxième trimestre 2015, après 61,6 % et 95,9 % au deuxième trimestre 2014).
- Le ratio de dette des sociétés non financières rapporté au PIB a atteint 134,7 % au deuxième trimestre 2015, contre 132,7 % au deuxième trimestre 2014. Les investissements non financiers bruts ont progressé à un rythme plus rapide (6,0 %, après 2,1 % au premier trimestre 2015).



**Banque centrale européenne** Direction Générale Communication  
Division Relations avec les médias, Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne  
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : [media@ecb.europa.eu](mailto:media@ecb.europa.eu), Internet : [www.ecb.europa.eu](http://www.ecb.europa.eu)

Reproduction autorisée en citant la source.

Traduction : Banque de France

### Ensemble de l'économie de la zone euro

L'épargne nette de la zone euro, qui est la somme de l'épargne des ménages, des sociétés et des administrations publiques après déduction de la consommation de capital fixe, a augmenté en pourcentage du revenu disponible net de la zone euro (5,6% au deuxième trimestre 2015 contre 4,7 % au deuxième trimestre 2014). Le montant net des investissements non financiers de la zone euro a augmenté (2,5 % après 2,4 % du revenu disponible net). Les transferts nets en capital vers le reste du monde ont été pratiquement stables. Par conséquent, la capacité nette de financement de la zone euro vis-à-vis du reste du monde s'est inscrite en hausse, ressortant à 3,3 % du revenu disponible net, après 2,6 % au deuxième trimestre 2014. La capacité nette de financement des ménages de la zone euro exprimée en pourcentage du revenu disponible net de la zone euro a augmenté (3,6 % après 3,4 %), de même que celle des sociétés non financières (1,8 % après 1,0 %). La capacité nette de financement du secteur des sociétés financières ainsi que le besoin net de financement des administrations publiques ont diminué.

### Ménages

Le revenu disponible brut des ménages a augmenté à un rythme annuel plus soutenu (2,5 % au deuxième trimestre 2015, après 1,7 % au premier trimestre). Le taux de croissance de l'excédent brut d'exploitation et du revenu mixte des travailleurs indépendants a augmenté (2,2 % au lieu de 1,4 %), tandis que la progression de la rémunération des salariés est demeurée globalement inchangée à 2,4 %. Le taux de croissance annuel des dépenses de consommation des ménages s'est accru (2,1 % après 1,8 %). Le taux d'épargne brute des ménages s'est établi à 12,8 % au deuxième trimestre 2015, après 12,7 % au deuxième trimestre 2014. Leurs investissements non financiers bruts ont fléchi à un rythme pratiquement inchangé (-0,2 %) par rapport au premier trimestre 2015.

Le financement des ménages a augmenté à un taux globalement inchangé (1,4%). Sa principale composante, le financement par emprunt, a progressé à un rythme plus rapide (0,3 %, après 0,1 % au premier trimestre 2015).

La croissance des placements financiers des ménages est restée inchangée (1,9 %). S'agissant des composantes, leurs avoirs en numéraires et dépôts ont cru à un taux plus élevé (3,0 % après 2,8 %). La croissance des investissements au titre de l'assurance-vie et des régimes de retraite est restée inchangée (3,4 %), de même que les investissements en actions et autres participations (3,9 %). Le taux de variation toujours négatif des investissements en titres de créance (-20,4%) reflète des remboursements et des cessions supérieures aux achats.

La valeur nette des ménages a progressé à un rythme moins élevé (2,4 % contre 3,6 %), en raison des investissements financiers et non financiers ainsi que sous l'effet des plus-values nettes supérieures au financement. La valeur du patrimoine immobilier a progressé à un rythme inchangé (1,2 %). Le ratio de dette par rapport au revenu des ménages a diminué, ressortant à 95,0 % au deuxième trimestre 2015, contre 95,9 % au deuxième trimestre 2014.

<b>Épargne des ménages, variation de la valeur nette et de la dette</b> (pourcentages du revenu disponible brut corrigé, sur la base des flux cumulés sur quatre trimestres)								
	2013Q3	2013Q4	2014Q1	2014Q2	2014Q3	2014Q4	2015Q1	2015Q2
Taux d'épargne (brute)	12.5	12.7	12.8	12.7	12.8	12.7	12.7	12.8
Variation de la valeur nette	3.2	2.4	11.1	18.0	18.3	16.8	23.9	16.2
Investissements non financiers (nets)	1.3	1.2	1.3	1.2	1.2	1.1	1.1	1.0
Investissements non financiers (bruts)	8.5	8.3	8.4	8.4	8.3	8.3	8.3	8.2
Consommation de capital fixe (-)	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.1	7.2	7.2
Investissements financiers	3.8	3.9	3.8	4.3	5.5	6.0	5.9	6.1
Financement (-)	0.0	0.0	-0.6	0.2	0.7	0.6	1.4	1.5
Revalorisation des actifs et autres variations	-2.0	-2.8	5.4	12.7	12.4	10.3	18.3	10.5
Dette (prêts, encours)	97.2	96.4	95.8	95.9	95.5	95.7	95.3	95.0

### Sociétés non financières

La croissance du revenu net d'entreprise des sociétés non financières s'est accélérée au deuxième trimestre (9,8 % après 4,4 % au premier trimestre 2015), tout comme la valeur ajoutée nette (3,7 % après 2,9 %). Les investissements non financiers bruts et la formation brute de capital fixe ont augmenté à un rythme plus soutenu (6,0 % après 2,1 %, et 6,2 % après 4,1 %).

Le rythme de croissance des financements des sociétés non financières s'est accentué (1,6% après 1,4%). Le financement par emprunt a augmenté à un taux moins élevé (0,7 % contre 1,0 %), les prêts consentis par les non-IFM ayant augmenté moins vite et ceux accordés par les IFM progressant à un taux plus élevé<sup>1</sup>. Les émissions de titres de créance se sont accrues moins rapidement (3,6 %, contre 4,2 %), tandis que le financement par crédits commerciaux s'est accéléré (3,3%, après 1,9 %). Le ratio de dette a augmenté, passant à 134,7 % au deuxième trimestre 2015 (après 132,7 % au deuxième trimestre 2014). Le financement par émission d'actions a progressé à un rythme plus rapide (2,1 %, après 1,8 % au premier trimestre 2015).

Les placements financiers ont progressé plus rapidement (3,2 % après 2,7 %). Parmi les composantes, la croissance des prêts consentis s'est ralentie (3,7 % contre 4,6 %), de même que celui des placements en actions et autres participations (3,0 % après 2,8 %).

<sup>1</sup> Le financement par emprunt comprend les crédits accordés par l'ensemble des secteurs (y compris les prêts accordés par les institutions financières hors IFM) et par les créanciers qui ne sont pas résidents de la zone euro.

<b>Sociétés non financières</b> <i>(pourcentages de la valeur ajoutée nette, sur la base des flux cumulés sur quatre trimestres)</i>								
	2013Q3	2013Q4	2014Q1	2014Q2	2014Q3	2014Q4	2015Q1	2015Q2
Revenu d'entreprise* net (profits courants)	33.0	33.1	33.3	33.2	33.3	33.2	33.4	33.9
Épargne nette (bénéfices non distribués)	2.8	3.0	3.5	3.0	3.3	3.9	4.1	4.8
Investissements non financiers, nets	2.3	2.4	2.6	2.7	2.8	2.8	2.8	3.0
Investissements non financiers (bruts)	26.6	26.6	26.8	26.9	27.0	27.0	27.0	27.1
Consommation de capital fixe (-)	24.3	24.2	24.2	24.2	24.2	24.2	24.2	24.1
Investissements financiers	10.4	9.8	7.2	8.7	7.3	8.1	12.0	14.3
Financement	7.8	6.7	4.7	6.3	5.5	6.7	9.1	10.9
Dette (encours rapporté au PIB)	133.5	132.7	132.0	132.7	132.1	133.3	135.3	134.7

\*Estimations de la BCE.

**Pour les demandes des médias, veuillez contacter Stefan Ruhkamp au numéro suivant : +49 69 1344 5057.**

Le présent communiqué de presse intègre des révisions par rapport au communiqué de presse relatif aux ménages et aux sociétés non financières de la zone euro du 12 octobre. Les comptes trimestriels financiers et non financiers par secteur institutionnel sont disponibles pour la zone euro euro area et pour les pays de l'UE à partir du [ECB's Statistical Data Warehouse \(SDW\)](http://www.ecb.europa.eu/stats/acc/html/index.en.html) (*Entrepôt de données statistiques de la BCE*). Des graphiques et des tableaux supplémentaires relatifs à la zone euro sont disponibles sur la page *Euro area accounts* de la partie *Statistics* du site internet de la BCE, à l'adresse suivante : <http://www.ecb.europa.eu/stats/acc/html/index.en.html>. Le prochain communiqué de presse trimestriel, comprenant les résultats préliminaires concernant les ménages et les sociétés non financières, est prévu pour le jeudi 14 janvier 2016 (cf. également le calendrier des publications statistiques sur le site de la BCE : <http://www.ecb.europa.eu/press/calendars/statscal/eaa/html/index.en.html>).

#### Notes :

- Le taux de croissance annuel des opérations non financières et des encours d'actifs et de passifs (stocks) correspond à la variation en pourcentage entre la valeur pour un trimestre donné et cette valeur enregistrée quatre trimestres plus tôt. Les taux de croissance annuels utilisés pour les opérations financières correspondent à la valeur totale des flux au cours de l'année rapportée à l'encours un an auparavant.
- Le revenu net d'entreprise est globalement équivalent au bénéfice non distribué en comptabilité d'entreprise (après les intérêts perçus et payés et y compris les bénéfices de filiales étrangères, mais avant le paiement des impôts sur le revenu et des dividendes).
- La somme de l'endettement des ménages et de celui des SNF (également appelée « dette du secteur privé ») exprimée en pourcentage du PIB constitue l'un des principaux indicateurs de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM). S'agissant des SNF, la définition de la dette utilisée par la PDM est différente de celle appliquée ici, l'indicateur de la PDM étant établi sur la base de données annuelles, consolidées ; de plus, les engagements au titre des réserves de fonds de pension et les crédits commerciaux sont exclus. S'agissant de la PDM, cf. [Annual scoreboard for the surveillance of macroeconomic imbalances](#).
- Des informations méthodologiques complémentaires sont disponibles à l'adresse suivante [Euro area accounts](#).

**Banque centrale européenne** Direction Générale Communication  
Division Relations avec les médias, Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne  
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : [media@ecb.europa.eu](mailto:media@ecb.europa.eu), Internet : [www.ecb.europa.eu](http://www.ecb.europa.eu)

**Reproduction autorisée en citant la source.**

Traduction : Banque de France